

Articles divers sur la crise coréenne (I)

samedi 12 août 2017, par [Agences de presse](#) (Date de rédaction antérieure : 11 août 2017).

Sommaire

- [Etats-Unis et Corée du Nord](#)
- [Guam, l'île du Pacifique \(...\)](#)
- [Corée du Nord : la crise \(...\)](#)

Etats-Unis et Corée du Nord

Trump s'obstine, la communauté internationale s'inquiète

Alors que l'escalade verbale entre Washington et Pyongyang continue d'être entretenue par Donald Trump, des analystes envisagent plusieurs options de sortie de crise.

L'escalade verbale entre les Etats-Unis et la Corée du Nord ne semble pas prête de s'arrêter au vu des dernières déclarations de Donald Trump, rendues publiques, vendredi 11 août, sur son compte Twitter.

« Des solutions militaires sont en place, verrouillées et chargées, au cas où la Corée du Nord agisse imprudemment. Espérons que Kim Jong-un s'engage sur une autre voie ! »

De son côté, Pyongyang a qualifié M. Trump « d'odieux fanatique de la guerre nucléaire », par la voix de l'agence officielle nord-coréenne KCNA. « Trump est en train de mener la situation dans la péninsule coréenne au bord d'une guerre nucléaire », a ajouté KCNA.

Nouveau florilège de menaces

Le président a renchéri depuis ses vacances dans son golf de Bedminster, vendredi soir, prévenant Kim Jong-un que « s'il fait quoi que ce soit visant Guam, ou un autre territoire américain, ou un allié des Etats-Unis, il le regrettera vraiment et il le regrettera rapidement », en référence aux annonces de Pyongyang, qui menace de tirer quatre missiles autour de l'île américaine de Guam, dans le Pacifique. La veille déjà, le locataire de la Maison Blanche avait défendu sa formule controversée sur « le feu et la fureur » promis à Pyongyang, estimant qu'elle n'était « peut-être pas assez dure ».

L'occupant du bureau Oval a assuré à cette occasion que le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un avait « grandement manqué de respect à notre pays ». « Il a dit des choses horribles. Et avec moi, il ne va pas s'en tirer comme ça. (...) La donne a changé. »

« Ce n'est pas un défi. C'est une déclaration. (...) Il ne va pas continuer à menacer Guam. Et il ne va pas menacer les Etats-Unis. Et il ne va pas menacer le Japon. Et il ne va pas menacer la Corée du Sud. »

Le président en a profité pour dénoncer la passivité de ses prédécesseurs à la Maison Blanche. « Il est grand temps que quelqu'un parle haut et fort pour les habitants de notre pays et les habitants d'autres pays », a-t-il notamment déclaré.

Le retour aux négociations « toujours possible »

Plusieurs solutions de sortie de crise sont toutefois envisagées par les observateurs extérieurs.

Selon le *Washington Post*, le renseignement militaire américain en est désormais convaincu : Pyongyang a réussi à suffisamment miniaturiser une bombe atomique pour l'embarquer sur l'un de ses missiles intercontinentaux. Il faut accepter le fait que ce pays possède maintenant des armes nucléaires, expliquent certains spécialistes, ce qui rend toute action militaire impossible car trop dangereuse.

« Pour les Etats-Unis, il ne reste plus qu'à négocier avec la Corée du Nord, pour essayer de réduire les tensions et résoudre certains conflits. Il ne faut plus essayer de leur enlever l'arme nucléaire », développe Jeffrey Lewis, chercheur à l'Institut Middlebury des études internationales.

Jeudi, à la fin de sa conférence, Donald Trump a affirmé qu'une négociation avec Pyongyang était toujours possible, mais il a aussitôt ajouté que les pourparlers échouaient depuis vingt-cinq ans.

Dans les années 2000, la Corée du Nord semblait pourtant s'être faite à l'idée d'un ralentissement et d'un contrôle de son programme nucléaire, après des discussions multilatérales avec la Chine, la Russie, le Japon, les Etats-Unis et la Corée du Sud. Mais le pays était alors dirigé par Kim Jong-il. Son fils et actuel leader, Kim Jong-un, a pour sa part refusé tout dialogue.

Pékin au centre du jeu, Berlin et Moscou mettent en garde

Samedi 5 août, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté à l'unanimité, sur proposition des Etats-Unis, de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord. La Russie et la Chine – partenaires économiques de Pyongyang – ont approuvé ces mesures, qui pourraient coûter au pays 1 milliard de dollars annuels en revenus (jusqu'à 850 millions d'euros).

« Il est clairement temps pour toutes les parties de se concentrer sur les moyens de faire baisser les tensions », a déclaré Stéphane Dujarric, le porte-parole du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Pékin a enjoint vendredi aux Etats-Unis et à la Corée du Nord de « faire preuve de prudence » et a exhorté Pyongyang à éviter les « démonstrations de force ».

La Chine, qui compte pour 90 % des échanges commerciaux de la Corée du Nord, a déjà été accusée de ne pas appliquer les sanctions qu'elle avait pourtant votées contre Pyongyang. Jeudi, dans ses critiques, Donald Trump n'a d'ailleurs pas épargné Pékin et a exhorté le pays à durcir le ton avec la Corée du Nord estimant que le pays pouvait faire « beaucoup plus ».

De son côté, la chancelière allemande, Angela Merkel, a critiqué, vendredi, les déclarations belliqueuses de Donald Trump devant la presse à Berlin.

« Je ne vois pas de solution militaire à ce conflit. (...) L'Allemagne va participer de manière intensive aux possibilités de résolutions non militaires, mais je considère l'escalade verbale comme une mauvaise réponse. »

A Moscou, le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a lui aussi fait part de ses préoccupations, suggérant qu'il revenait à Washington de faire un premier pas en vue d'une désescalade.

« Les risques sont très élevés, surtout en prenant en compte la sémantique employée. Il y a des menaces directes d'employer la force », a-t-il commenté lors d'une rencontre avec des jeunes retransmise à la télévision. « C'est pour cela, bien sûr, que nous sommes très inquiets », a-t-il

affirmé, ajoutant qu'il revenait au « plus fort et plus intelligent » de faire « un pas pour s'éloigner de la ligne dangereuse ».

Une option militaire encore peu probable

Les scénarios du Pentagone si une intervention militaire devait advenir varient de la frappe chirurgicale sur des cibles précises à l'attaque préventive pour pousser à un soulèvement de la population nord-coréenne avec l'espoir d'un renversement de Kim Jong-un.

Cependant, toute intervention armée entraînerait une réaction de Pyongyang aux conséquences difficiles à cerner, mais à la gravité certaine.

Le ministre américain de la défense, James Mattis, a déjà mis en garde contre la dangerosité des représailles de Pyongyang, en expliquant qu'elles seraient « d'un niveau inédit depuis 1953 », et la fin de la guerre de Corée. Kim Jong-un a notamment massé des unités d'artillerie à la frontière avec la Corée du Sud, à seulement 55 km de Séoul.

Mais le scénario d'une guerre ouverte entre les deux Corées semble peu probable, en tout cas à court terme. C'est bientôt la saison des récoltes et Kim Jong-un n'a pas annoncé de mobilisation militaire ; Joe Bermudez, analyste pour le site 38 North, rappelle qu'elle viderait aussitôt dangereusement les usines et surtout les champs, faisant resurgir le risque d'une famine. « Kim Jong-un n'est pas bête. Il est peu probable qu'il mobilise ses troupes à cette période de l'année », assure-t-il.

Un éventuel conflit entre les Etats-Unis et la Corée du Nord serait « catastrophique », a reconnu, jeudi, James Mattis, assurant à l'inverse que les efforts diplomatiques pour régler la crise avec Pyongyang portaient leurs fruits. « La guerre est une tragédie bien connue, il n'y a pas besoin de faire un dessin », a ajouté le chef du Pentagone alors que le président Donald Trump redoublait de virulence face à la Corée du Nord.

AFP, AP et Reuters

*

http://www.lemonde.fr/international/article/2017/08/11/paroles-dures-et-scenarios-catastrophe_5171155_3210.html

Guam, l'île du Pacifique menacée par la Corée du Nord

Ce petit bout de terre stratégique de 550 km² et 160 000 habitants dispose d'un bouclier antimissiles et se dit « prêt à toute éventualité ».

L'île de Guam est plutôt isolée dans l'océan Pacifique. En dehors de ses voisines directes, les îles Mariannes du Nord, ce bout de terre de 550 kilomètres carrés est à plus de 2 000 km à vol d'oiseau du Japon, des Philippines et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.



Mais depuis jeudi 10 août, c'est un « voisin » situé à environ 3 400 km de là, la Corée du Nord, qui suscite l'inquiétude. L'agence de presse officielle nord-coréenne, la KCNA, a confirmé que Pyongyang envisageait de lancer quatre missiles à proximité de l'île, après une nouvelle montée des tensions entre le régime de Kim Jong-un et les Etats-Unis. Ces missiles, des Hwasong-12, parcourront « 3 356,7 kilomètres en 1 065 secondes et s'écraseront dans la mer à trente à quarante kilomètres de Guam », dit le communiqué de la KCNA.

L'annonce fait suite à l'avertissement du président américain Donald Trump que la Corée du Nord pourrait – si elle poursuit ses menaces contre les Etats-Unis – subir « le feu et la colère comme le monde n'en a jamais vu jusqu'ici ». « Il semble que le dialogue soit impossible avec un tel homme qui a perdu la raison, et que seule la force absolue marchera face à lui », a alors répliqué Pyongyang.

Une importance stratégique

Environ 6 000 soldats américains sont stationnés sur l'île de Guam (pour 160 000 habitants au total), répartis entre le port, la base navale dans le Sud et la base aérienne dans le Nord. Les militaires occupent environ 28 % du territoire.

Face aux menaces nord-coréennes, le gouverneur de l'île s'est voulu rassurant : « Nous sommes prêts à toute éventualité, plus que toute autre communauté américaine », a déclaré Eddie Calvo.

Guam dispose du bouclier antimissiles américain Thaad (Terminal High Altitude Area Defense) – il est capable d'abattre certains missiles balistiques –, d'une portée de 200 km environ. Ce système a été déployé sur l'île en 2013 en réponse à un nouveau cycle de tensions entre Washington et Pyongyang.

La proximité de l'île avec la péninsule coréenne et le Japon en fait un territoire stratégique pour les Etats-Unis. « l'île de Guam est devenue un hub important pour l'armée américaine dans l'ouest du Pacifique », déclarait le secrétaire adjoint à la défense de Barack Obama, Ashton Carter, en 2012.

Le statut politique de Guam est particulier. L'île est, avec Porto Rico et les Mariannes du Nord, un territoire organisé (depuis 1950), c'est-à-dire qu'elle n'a pas le statut d'Etat. Ses citoyens naissent Américains mais ils n'ont pas le droit de vote aux élections présidentielles, et ils ne payent pas d'impôt sur le revenu au Trésor américain. Ils élisent cependant un gouverneur. Guam est habitée depuis plusieurs millénaires, et la population indigène Chamorro représente aujourd'hui 37 % de ses habitants.

Les Etats-Unis ont pris le contrôle de Guam en 1898 – l'île était la propriété de la couronne espagnole depuis le XVI^e siècle. Attaquée par le Japon pendant la seconde guerre mondiale, elle fut reprise en 1944. Elle a récemment célébré le 73^e anniversaire de sa libération.

Selon le Japan Times, les Etats-Unis avaient ensuite envisagé de faire décoller Enola Gay, le bombardier qui a largué la bombe atomique sur Hiroshima, depuis l'île de Guam. C'est l'île de Tinian

qui avait été finalement choisie.

Tourisme, tempêtes et séismes

Guam vit à la fois de la présence des nombreuses troupes américaines mais aussi du tourisme, notamment coréen, chinois et japonais : l'île reçoit autour de 1,3 million de visiteurs par an, selon le PacificDailyNews. Et selon les chiffres de l'office du tourisme, le mois de juillet écoulé a été le plus fructueux depuis vingt ans. Guam est « une destination insulaire sécurisée et protégée », a assuré son directeur, Jon Denight, dans un communiqué.

Guam doit régulièrement affronter des tempêtes. L'île « peut être menacée annuellement par le passage d'un cyclone tropical en développement, et à certaines occasions, par un puissant typhon », expliquait l'administration américaine dans les années 1990.

En plus des risques climatiques, Guam subit parfois des séismes ; en 1993, l'un d'entre eux a fait des dizaines de blessés. Par ailleurs, un serpent a été accidentellement introduit sur l'île dans les années 1940, dont la voracité a fait disparaître dix des douze espèces d'oiseaux y vivant. La disparition de ces prédateurs de l'araignée a eu pour conséquence un développement inattendu et massif de la population d'araignées sur l'île.

Washington souhaite envoyer environ 6 000 personnes de plus sur l'île de Guam, dont 5 000 marines à partir de 2022, notamment pour désamorcer les tensions créées par la présence militaire américaine sur l'île japonaise d'Okinawa. Le projet ne ravit pas tous les habitants. L'armée américaine a une certaine importance dans la vie de l'île, qui n'a, elle, qu'un pouvoir politique limité.

Certains voudraient notamment que Guam sorte de son statut politique de territoire organisé, par exemple en devenant un Etat à part entière, avec un droit de vote pour ses citoyens et un représentant élu au Congrès. Le gouverneur Eddie Calvo lui-même souhaite un référendum d'autodétermination qui permettrait de choisir entre devenir un Etat américain, être indépendant ou être un associé libre des Etats-Unis avec des pouvoirs administratifs.

« Je rappelle souvent aux gens que Guam peut regarder les Etats-Unis et y voir l'alpha et l'oméga, mais que les Etats-Unis ne voient rien en Guam », disait récemment Michael Lujan Bavacqa, spécialiste de la culture chamorro à l'université de Guam, dans *The Diplomat*.

AFP, 10.08.2017

*

http://www.lemonde.fr/international/article/2017/08/10/guam-l-ile-americaine-du-pacifique-menacee-par-la-coree-du-nord_5171093_3210.html

Corée du Nord : la crise souligne les carences de l'administration Trump

Ses déclarations peu conventionnelles mettent en lumière ses dysfonctionnements et l'absence d'interlocuteurs de haut niveau à des postes-clés.

Jeudi 10 août, pour le troisième jour consécutif, Donald Trump a alimenté une bataille rhétorique

que Pyongyang est ordinairement seul à nourrir. En marge d'entretiens avec ses conseillers, dans son golf de Bedminster (New Jersey) où il passe ses vacances, le président des Etats-Unis a assuré que sa formule de mardi concernant « le feu et la fureur » que son pays est prêt à opposer aux menaces nord-coréennes n'était peut-être « pas assez dure ». Donald Trump a cette fois visé plus particulièrement le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un : « Il a grandement manqué de respect à notre pays. Il a dit des choses horribles. Et avec moi, il ne va pas s'en tirer comme ça. (...) La donne a changé. »

Et, loin d'atténuer ses propos, il a ensuite développé sa mise en garde. « Je lis, a-t-il dit en reprenant la dépêche de l'agence officielle nord-coréenne KCNA de mercredi, "Nous serons à Guam [île du Pacifique stratégique pour les Etats-Unis et sur laquelle Washington dispose de bases militaires] d'ici au 15 août." Voyons ce que [Kim Jong-un] fait avec Guam. S'il fait quelque chose à Guam, ce qui arrivera en Corée du Nord sera un événement jamais vu jusqu'alors. » Et de poursuivre : « Ce n'est pas un défi. C'est une déclaration. (...) Il ne va pas continuer à menacer Guam. Et il ne va pas menacer les Etats-Unis. Et il ne va pas menacer le Japon. Et il ne va pas menacer la Corée du Sud. »

S'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de cette nouvelle sortie peu conventionnelle pour un président américain, elle met en lumière les faiblesses ou les dysfonctionnements de son administration. Selon la porte-parole du président, Sarah Sanders, Donald Trump avait laissé entendre qu'il exprimerait sans fard son point de vue sur la Corée du Nord avant une brève rencontre avec la presse, motivée initialement par une réunion de son équipe consacrée à la flambée de la mortalité liée à l'usage des opioïdes (certaines drogues présentes dans les médicaments antidouleur). M^{me} Sanders a cependant précisé que la formule elle-même n'avait pas été définie au préalable, ce qui est ordinairement le cas sur les sujets les plus sensibles.

Un succès diplomatique éclipsé

La virulence des propos de M. Trump a contraint son secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, à multiplier les formules apaisantes quelques heures plus tard, assurant notamment que « les Américains peuvent dormir tranquillement ». M. Tillerson souhaitait initialement mettre en avant « la très bonne semaine des Etats-Unis et de la communauté internationale à propos de la Corée du Nord », en référence à la résolution votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) trois jours plus tôt.

Mais ce succès diplomatique incontestable a été éclipsé par la controverse née des formules belliqueuses de M. Trump. Ces dernières ont été entretenues, mercredi, par des messages publiés sur le compte Twitter du président, vantant la puissance de l'arsenal nucléaire américain.

Ces formules ont aussi manifestement pris de court les alliés des Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud, concernés au premier chef par une escalade avec leur voisin du nord. En centrant mardi son commentaire sur les menaces visant uniquement son pays, M. Trump n'a pu qu'accentuer le malaise de Tokyo et de Séoul. Brad Glosserman, expert pour l'Asie au sein du Center for Strategic and International Studies, avait jugé, le 31 juillet, que les réactions de la Maison Blanche après le tir d'un missile balistique pouvant atteindre des territoires américains alimentaient la crainte des alliés sud-coréens et japonais des Etats-Unis d'un « découplage » : Washington donnant l'impression de réagir surtout en fonction de ses seuls intérêts. Mercredi, la porte-parole du secrétaire d'Etat, Heather Nauert, a été contrainte d'assurer que « tout le monde parle d'une même voix » pour dissiper cette crainte.

Toujours pas d'ambassadeur à Séoul

Lors d'une conférence téléphonique organisée jeudi par le Council on Foreign Relations, l'une des

expertes du think tank, Sheila A. Smith, spécialiste du Japon, a souligné que l'impact des déclarations de Donald Trump était amplifié par l'absence d'interlocuteurs de haut niveau côté américain pour les décrypter et les recontextualiser auprès des alliés des Etats-Unis, du fait du retard pris dans les nominations aux postes les plus élevés de l'administration.

Celui d'ambassadeur à Tokyo est certes pourvu, mais pas celui à Séoul. Les absences sont tout aussi criantes à l'échelon intermédiaire, qu'il s'agisse du poste de secrétaire d'Etat adjoint pour le Pacifique, ou de celui, à la défense, de sous-secrétaire pour les questions de sécurité dans le Pacifique. Tous étaient déjà pourvus à la même période dans les deux administrations précédentes, celles de Barack Obama et de George W. Bush, selon la chaîne d'information CNN.

Gilles Paris (Washington, correspondant)

* LE MONDE | 10.08.2017 à 23h45 • Mis à jour le 11.08.2017 à 11h40 :

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/08/10/la-crise-nord-coreenne-souligne-les-carences-de-l-administration-trump_5171143_3222.html
